



En hausse L'automobile en Russie

Les ventes de voitures particulières et véhicules utilitaires légers ont augmenté pour la première fois en avril depuis octobre 2008 (+ 20 % sur un an), grâce à la prime à la casse lancée en mars.



En baisse Internet en Allemagne

Une panne de serveurs du gestionnaire du domaine «.de» a entraîné, mercredi 12 mai, de fortes perturbations sur le Web allemand, selon l'Office pour la sécurité des techniques de l'information.

416 %

C'est la hausse du bénéfice (964 millions de dollars), sur un an, que la compagnie aérienne de Dubaï, Emirates, a annoncé mercredi 12 mai. Une progression due à la forte demande régionale, selon son PDG, cheikh Ahmad Ben Saïd Al-Maktoum.

La crise de la zone euro

Bruxelles veut un droit de regard sur le budget des Etats

Les projets de loi de finances seraient examinés par la Commission européenne avant les Parlements nationaux

Bruxelles
Bureau européen

Le plan de sauvetage de l'euro à peine bouclé, les Vingt-Sept ont ouvert le chantier de la gouvernance économique. La Commission européenne a présenté, mercredi 12 mai, une série de propositions destinées à renforcer la coordination économique et budgétaire, en particulier au sein de la zone euro. Une des pistes avancées par Bruxelles promet de belles empoignades entre les Etats membres : l'évaluation au niveau européen des grandes lignes du budget de chaque pays avant leur examen par les Parlements nationaux. Certains pays, comme la Suède, l'ont déjà rejetée.

« On ne peut pas avoir une union monétaire sans avoir une union économique », a plaidé José Manuel Barroso, le président de la Commission. Si les Etats ne veulent pas d'une union économique, ils doivent oublier l'union monétaire. Or les capitales se méfient de tout abandon de souveraineté dans ce domaine. La chancelière allemande, Angela Merkel, a parlé d'un « pas important dans la bonne direction », même si « cela ne signifie pas automatiquement que les droits du Parlement sont remis en cause d'une quelconque manière ».

Avec Olli Rehn, le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, M. Barroso se garde de parler du « gouvernement économique » cher à Nicolas Sarkozy. Contre l'avis de M^{me} Merkel, il ne plaide pas non plus pour une nouvelle réforme des traités, mais veut utiliser les différents outils existants à ce jour pour agir dans trois directions : renforcer (sans réformer) le pacte de stabilité et de croissance ; traiter les écarts de compétitivité ; mettre en place un dispositif permanent de gestion des crises.

En évaluant le plus en amont possible les budgets nationaux, la Commission européenne entend muscler la « dimension préventive » du pacte de stabilité, dont elle veut rendre l'application plus rigoureuse sans en modifier les règles fondamentales ni les critères. Elle suggère d'inciter financièrement les pays à faire des efforts d'économie en période de bonne conjoncture. M. Rehn insiste aussi pour surveiller davantage le

L'Estonie aux portes de l'Union monétaire

L'Estonie devrait devenir, le 1^{er} janvier 2011, le 17^e membre de la zone euro. Malgré les doutes de la Banque centrale européenne (BCE), la Commission de Bruxelles a jugé que le petit pays de l'ex-République soviétique (1,4 million d'habitants) est apte – avant la République tchèque, la Hongrie ou la Pologne – à adopter la monnaie unique. « L'Estonie a atteint un degré élevé de convergence économique et est prête à adopter l'euro au 1^{er} janvier 2011 », a assuré Olli Rehn, commissaire aux affaires économiques et monétaires. Le gouvernement estonien est parvenu à contenir son déficit budgétaire à 1,7 % du PIB en 2009, l'une des meilleures performances de l'Union. Sa dette publique n'a pas dépassé 7,2 % du PIB. L'Estonie a toutefois été l'un des pays européens les plus durement frappés par la crise en 2009, avec une chute de 14 % de l'activité économique.

niveau d'endettement des Etats membres, limité à 60 % du produit intérieur brut (PIB) par le pacte, un critère passé dans l'ombre de celui sur le déficit (3 % du PIB). « Les critères du pacte sont ancrés dans le marbre des traités, il sera difficile de les modifier, dit-on à la Commission. Il s'agit de modifier le code de conduite du pacte, pour le piloter de façon plus efficace. »

M. Rehn se méfie des appels de M^{me} Merkel à durcir le volet sanctions en cas de déficit excessif. Tout en accélérant les procédures, il veut pouvoir utiliser les pénalités déjà prévues, comme la suspension de subventions européennes. En revanche, la suspension des droits de vote des Etats les moins vertueux est vue d'un mauvais œil à Bruxelles, car elle nécessiterait une réforme du traité.

La Commission souhaite, par ailleurs, aborder la question des déséquilibres macroéconomiques résultant des écarts de compétitivité entre les pays. M. Rehn propose la création de nouveaux indicateurs à ce sujet. Il compte aussi faire usage des recommandations qu'il va pouvoir, en vertu du nouveau traité de Lisbonne, envoyer aux gouvernements sans avoir besoin de leur approbation.

Enfin, Bruxelles veut aller au-delà des récents plans de sauvetage de la Grèce et de la zone euro pour créer un dispositif pérenne de gestion des crises. Conçu dans l'urgence pour éviter l'embrassement de l'union monétaire, le fonds de stabilisation élaboré et

La chancelière allemande, Angela Merkel, a parlé d'un « pas important dans la bonne direction »

approuvé le 9 mai à Bruxelles pourrait servir de référence. La création de cet instrument a levé un interdit : désormais, les seize Etats de la zone euro disposent d'un outil pour voler au secours d'un des leurs en difficulté. A la demande de l'Allemagne, le mécanisme a cependant été limité à trois ans, et fonctionnera sur une base intergouvernementale, ce qui n'est pas l'option privilégiée par Bruxelles.

Ces suggestions vont être étudiées de près par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Fin mars, ce dernier a été chargé par les chefs d'Etat et de gouvernement de présider un groupe de travail sur la surveillance budgétaire. A ses yeux, les propositions de la Commission sont « une piste parmi d'autres », selon un de ses proches. M. Van Rompuy a, d'après son entourage, la ferme intention d'élargir le champ de la surveillance macroéconomique. Pour lui, il faut aller au-delà du pacte de stabilité et de croissance pour se pencher en particulier sur les problèmes de compétitivité. « La difficulté va être de concilier les points de vue, en particulier entre Allemands et Français », dit un proche du président du Conseil européen.

Comme les Etats veulent garder la haute main sur les discussions, il a été convenu que ce sont les ministres des finances qui siègeront dans le groupe de travail placé sous l'autorité de M. Van Rompuy. Leur première réunion est prévue le 21 mai ; le groupe doit rendre ses conclusions d'ici à octobre. ■

Philippe Ricard



Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le commissaire aux affaires monétaires, Olli Rehn, lors de la conférence de presse sur le renforcement de la gouvernance économique dans l'Union, à Bruxelles le 12 mai. E. VIDAL/EPA

Les parlementaires français très réservés

LA PROPOSITION de la Commission européenne d'examiner en amont les budgets nationaux ne soulève pas, loin s'en faut, l'enthousiasme des parlementaires français. Christine Lagarde l'avait évoquée, mardi 11 mai, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. La ministre de l'économie, « à titre personnel », jugeait « envisageable, à certaines conditions, que les Etats soumettent leur projet de budget aux membres du Conseil réunis en Eurogroupe ».

Interrogée mercredi lors des questions au gouvernement, elle a amorcé un prudent rétropédalage, précisant qu'il ne serait « naturellement pas question d'examiner toutes les grandes lignes du budget, mais simplement d'en connaître les directions essentielles et les soldes ». De son côté, le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a rappelé que « c'est le Parlement qui vote le budget de la

nation », tout en concédant qu'il était « sûrement nécessaire » d'en débattre en amont.

Les députés n'en restent pas moins très réservés sur cette idée. Le président de la commission des finances, Jérôme Cahuzac (PS, Lot-et-Garonne), et son rapporteur général, Gilles Carrez (UMP, Val-de-Marne), sont sur la même ligne. « J'y suis défavorable, indique ce dernier. En revanche, je suis favorable à une meilleure coordination entre le programme de stabilité et la loi de programmation pluriannuelle. » Pour M. Carrez, l'examen lié de ces textes, soumis tous deux à un vote solennel, pourrait remplacer le débat d'orientation budgétaire.

M. Cahuzac approuve cette suggestion. Pas question, pour lui, d'accepter que les budgets nationaux puissent être préalablement soumis à la Commission, qui, à ses yeux, « n'a pas fait la démon-

stration de sa légitimité face à la crise ». « Ce serait une bonne idée qu'au niveau communautaire soient harmonisées les hypothèses sur lesquelles les budgets peuvent être construits et que les Etats en tiennent compte, estime-t-il. Mais imaginer que les Etats souverains et leurs Parlements soient soumis de facto à l'avis de la Commission, ce n'est pas raisonnable. »

« Problème constitutionnel »

Dans l'ensemble, les députés défendent chèrement la « souveraineté budgétaire » des Parlements nationaux. Pour le souverainiste Jacques Myard (UMP, Yvelines), qui dénonce « une fuite en avant dans l'utopie », celle-ci doit rester « une compétence exclusive des Etats ». Selon François Goulard (UMP, Morbihan), l'hypothèse d'un examen préalable des projets de loi de finances par la Commission « soulèverait un problème

constitutionnel évident ». « Cela suppose une modification des traités et, sans doute, une révision constitutionnelle », juge-t-il.

Son collègue Hervé Mariton (UMP, Drôme) appelle également à la « prudence », tout en appuyant l'idée de voter sur le programme de stabilité dans le cadre du débat budgétaire. « Cela ne doit pas nous exempter de nous conformer aux disciplines communautaires. Si on respecte les critères de convergence, le débat n'a pas lieu d'être, estime-t-il. Si on veut être souverain, il faut être rigoureux. »

Louis Giscard d'Estaing (UMP, Puy-de-Dôme), pour sa part, ne rejette pas catégoriquement l'idée. « Je ne trouve pas illogique que les instances de l'Union européenne s'intéressent à la façon dont chaque pays gère ses objectifs budgétaires », défend-il. De manière assez solitaire. ■

Patrick Roger

L'actuel patron de la Bundesbank devrait présider la BCE

Berlin aurait accepté le plan de secours de la zone euro en échange de la désignation d'Axel Weber

La crise grecque pourrait bien arranger les affaires de quelques-uns. Axel Weber, président de la Bundesbank, semble mieux positionné que jamais pour succéder à Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne (BCE), à l'automne 2011. Selon la presse allemande, mercredi 12 mai, Berlin aurait imposé sa nomination en échange de son soutien au plan de secours de la zone euro.

Le gouvernement d'Angela Merkel a aussitôt démenti s'être livré à un tel marchandage. Il n'empêche. Accord ou pas, Axel Weber est apparu omniprésent ces derniers jours. Sortant de l'habituelle réserve dévolue aux membres du conseil des gouverneurs de la BCE, le patron de la « Buba » a multiplié les interventions publiques pour donner son avis sur la façon de sortir de la crise.

Quitte à faire entendre une voix dissonante vis-à-vis de M. Trichet...

Ce duel feutré s'est focalisé sur la contribution de la BCE au plan de sauvetage des pays les plus endettés de la zone euro. Brisant un tabou, l'institution de Francfort s'est lancée dans un programme de rachat d'obligations publiques. Une décision prise à une « écrasante majorité », a précisé M. Trichet... mais pas à l'unanimité comme il est de coutume.

Et tandis que le président de la BCE s'évertuait à en défendre le bien-fondé, M. Weber soulignait dans la presse les « risques considérables » d'une telle opération, qui revient, de facto, à financer la dette des Etats. « Il s'exprime avec une grande liberté, s'étonne un analyste. Comme s'il avait déjà pris les rênes de la maison. » D'autant qu'il est rare de voir les membres de la

BCE, institution des plus secrètes, faire étalage au grand jour de leurs divergences de vue.

« Sortir l'artillerie lourde »

Outre-Rhin, la démarche peu orthodoxe de l'autorité monétaire a suscité un certain émoi. « Je me demande si la situation était vraiment grave au point de devoir sortir l'artillerie lourde », s'est inquiété, dans un entretien au quotidien Handelsblatt, l'ancien président de la Bundesbank Helmut Schlesinger. Ce dernier accuse la BCE d'avoir « franchi le Rubicon ».

Dans ce contexte, le « faucon » Axel Weber apparaît comme le meilleur garant de la mission originelle de l'institution. « La BCE doit redevenir un pilier de la stabilité monétaire », argumente une source gouvernementale allemande citée par le Handelsblatt. Berlin

estime en outre qu'on ne peut refuser à un Allemand de présider la BCE au moment où la crise grecque démontre que les règles de l'euro ont été délibérément violées.

La course à la succession de M. Trichet était déjà bien partie pour M. Weber depuis la nomination, en février, du Portugais Vitor Constancio à la vice-présidence de la BCE. L'usage veut en effet qu'un équilibre soit préservé entre les pays du Nord et ceux du Sud dans l'attribution des postes européens.

L'autre prétendant, le gouverneur de la banque centrale d'Italie, Mario Draghi, semble en fort mauvaise posture pour l'emporter. Il a été vice-président de la très contestée banque d'affaires Goldman Sachs entre 2002 et 2005. Ce qui risque de lui coûter des appuis, notamment côté français. ■

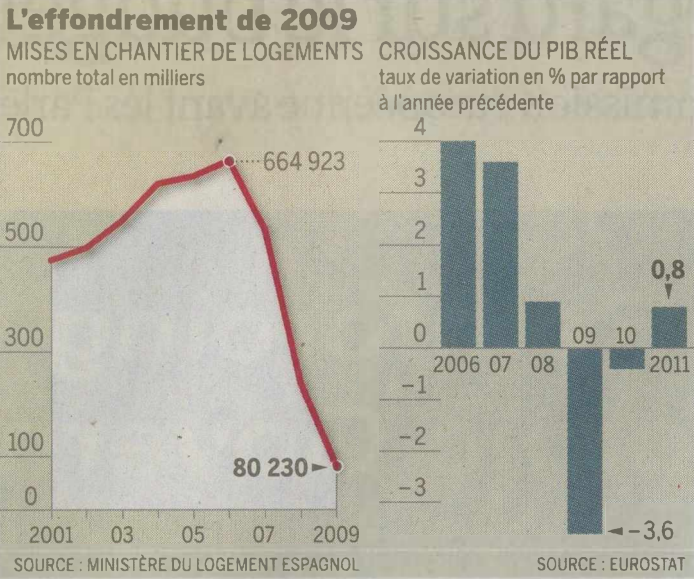
Marie de Vergès

Pour apaiser les marchés, l'Espagne se résigne à donner un tour de vis social

Madrid prévoit 15 milliards d'euros d'économies supplémentaires dans les dépenses publiques

Madrid
Correspondant

Sous la pression des marchés affolés par la crise grecque, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, s'est résigné à donner un tour de vis supplémentaire au plan de rigueur de 50 milliards d'euros qu'il avait annoncé fin janvier. Les nouvelles mesures que le dirigeant socialiste a énumérées, mercredi 12 mai, devant le Parlement, prévoient une réduction supplémentaire des dépenses publiques d'environ 15 milliards d'euros en 2010-2011. La plus spectaculaire est la diminution de 5 % en moyenne du traitement des fonctionnaires à partir de juin et le gel de toutes les rémunérations de la fonction publique en 2011. Plus de 2,6 millions de personnes sont touchées par ce coup de frein salarial qui permettra une économie de 2,5 milliards d'euros. Venant après la suppression de la revalorisation automatique des retraites, la disparition de la prime à la naissance et d'autres aides sociales, cette mesure a provoqué l'ire des deux centrales syndicales, UGT et CCOO, jusqu'à présent peu combatives. Elles dénoncent « une faillite du discours politique » de M. Zapatero et « un changement de scénario dans les relations entre syndicats et gouvernement ». M. Zapatero, qui a toujours privilégié la paix sociale depuis 2004, devait rencontrer les responsables syndicaux, jeudi 13 mai, pour leur



« expliquer les mesures d'ajustement ». Celles-ci représentent un virage à 180 degrés de sa politique. Il y a quelques jours encore, alors que l'Espagne affrontait de fortes attaques spéculatives, il écartait l'idée de mesures complémentaires à son plan d'austérité pour ne pas freiner les prémices de reprise économique observées au premier trimestre (+ 0,1 %).

« Pays sous protectorat »
Mais après l'adoption par les pays de la zone euro d'un plan de 750 milliards d'euros pour défendre la monnaie unique, Madrid s'est trouvé sous la pression de ses partenaires européens, peu convaincus de l'efficacité de son

premier plan de 50 milliards d'économies qu'il peine à mettre en œuvre. Outre les recommandations de Bruxelles, M. Zapatero a reçu, mardi, un appel du président américain, Barack Obama, le pressant « d'adopter des réformes pour que ses problèmes ne s'étendent pas ». Selon le quotidien *Expansion*, le premier ministre chinois Wen Jiabao se serait lui aussi manifesté. Pour le chef de l'opposition, Mariano Rajoy, secrétaire général du Parti populaire (PP, droite), « l'improvisation » et « les tergiversations » du gouvernement ont fait de l'Espagne « un pays sous protectorat ». Ce sont les partenaires européens qui, selon lui, « ont imposé les devoirs, dicté chiffres et délais ».

Les commentateurs officiels, eux, applaudissent à ce surcroît de rigueur. Le commissaire européen Olli Rehn s'est félicité de mesures qui « semblent aller dans la bonne direction ». Pour le Fonds monétaire international (FMI), « c'est la meilleure voie pour renforcer la confiance des marchés ». Pourtant ce durcissement arrive à contretemps. Car « l'Espagne devrait plutôt soutenir sa croissance pour changer son modèle économique trop axé sur l'immobilier », explique Jésus Castillo, économiste chez Natixis. Les mesures annoncées le 12 mai vont s'ajouter à la fin des mesures de soutien à la consommation et rendront problématique la croissance à partir du troisième trimestre ». Avec un produit intérieur brut (PIB) en berne, le pays a peu de chances de parvenir à ramener son déficit public de 11,4 % du PIB en 2009 à 3 % en 2013, comme elle s'y est engagée, et de réduire un taux de chômage de 20 %.

En sacrifiant pour la première fois sa politique sociale, M. Zapatero pourrait s'être aliéné les syndicats, ce qui serait de mauvais augure pour réussir la réforme du marché du travail où coexistent 75 % de salariés très protégés et 25 % de précaires. Or, « tant que l'Espagne n'assouplira pas ses règles d'embauche et de licenciement, il lui sera difficile de passer d'une économie de main-d'œuvre à une économie plus évoluée et plus compétitive », conclut Jésus Castillo. ■

Jean-Jacques Bozonnet
avec Alain Faujas

Athènes s'attaque à l'évasion fiscale, sport national

Seuls 5 000 contribuables, sur 11 millions d'habitants, déclarent un revenu supérieur à 100 000 euros

Athènes
Envoyé spécial

L'histoire a fait le tour du pays. Dans les quartiers huppés du nord d'Athènes, seuls un peu plus de 300 ménages déclaraient posséder une résidence avec piscine. Trop peu selon les services fiscaux, qui, à l'aide d'images satellites, ont réussi à repérer près de... 17 000 bassins. Mais déjà, selon la presse grecque, certains fraudeurs ont trouvé une riposte. Grâce à des bâches de couleur recouvrant les piscines et imitant l'herbe ou le béton. Indétectable vu du ciel... Fraudes et combines sont monnaie courante en Grèce. Au point que l'économie souterraine représenterait au moins 35 % du PIB. Résultat, les recettes de l'État s'en trouveraient amputées chaque année de 18 à 20 milliards d'euros,

selon la branche grecque de l'ONG Transparency International. Le premier ministre socialiste, Georges Papandréou, a récemment imploré ses concitoyens à « tout changer dans ce pays : économie, Etat, habitudes, mentalités, comportements ». Et le gouvernement de rappeler que seuls 5 000 contribuables, dans un pays de 11 millions d'habitants, disent gagner 100 000 euros ou plus par an. « L'évasion fiscale a joué un rôle-clé dans la crise. Il suffit de regarder par la fenêtre toutes les belles voitures dans la rue pour se rendre compte du problème », explique Costas Bakouris, le président de Transparency International en Grèce. Au pied de l'immeuble du centre-ville abritant l'ONG : une flopée de berlines allemandes rutilantes... Face à ce mal endémique, le gouvernement de M. Papandréou a

dégainé l'arme du « reçu ». Pour que les Grecs puissent être exonérés d'impôts pour leurs 12 000 premiers euros de revenus annuels, ils doivent désormais pouvoir prouver qu'ils ont dépensé au moins 30 % des sommes déclarées. L'objectif : pousser chaque habitant à demander des factures pour contraindre artisans, commerçants ou professions libérales à ne plus faire de prestations au noir. Athènes vient ainsi d'annoncer que les recettes de la TVA avaient augmenté de 7,8 % en avril par rapport au même mois de 2009. Sous pression du Fonds monétaire international (FMI), Athènes s'est aussi engagée à davantage protéger les dénonciateurs ainsi qu'à mieux croiser les informations entre les déclarations de revenus des contribuables et leur patrimoine, afin de détecter les anomalies.

En clair, ne plus tolérer qu'une personne gagnant officiellement modestement sa vie puisse aussi posséder un bateau ou une résidence secondaire. Premières victimes : certains médecins du quartier chic de Kolonaki, où la séance sur le divan d'un psychanalyste dépasse les 100 euros, qui déclareraient moins de 15 000 euros annuels.

Scandales de corruption
Mais dans ce pays où les *fakelaki* – les « petites enveloppes » – sont banals pour s'assurer les services d'un bon médecin à l'hôpital ou passer devant d'autres patients, bousculer les habitudes risque de s'avérer difficile. « Un Grec ne pense pas comme un Français, souffle un dentiste qui souhaite garder l'anonymat. Quand tu as un Etat crédible, tu agis différemment. » Car même les plus hautes sphères de l'Etat sont fréquemment bousculées par des scandales de corruption, mais sans grandes conséquences. Avant M. Papandréou, qui a bâti sa victoire en 2009 sur le thème de la lutte contre la corruption, l'ex-premier ministre Kostas Karamanlis (Nouvelle Démocratie, droite) avait lui aussi remporté les élections en 2004 avec ce discours. Reste à avoir une administration fiscale efficace, plutôt réputée pour son amateurisme, sa lourdeur, sa faible informatisation et sa corruption : « Le principe est simple et très fréquent, explique un chef d'entreprise. Si le contrôleur te dresse une amende de 20 000 euros, tu lui verses 5 000 euros et ne payes que la même somme à l'Etat. Au final, tu économises ainsi 10 000 euros. » Certains veulent quand même croire qu'un virage a été amorcé : « La population comme les partis sont de plus en plus sensibilisés à la question, juge M. Bakouris. Il y a encore un an, j'avais l'impression de prêcher dans le désert. Mais désormais, j'ai tendance à être un peu plus optimiste... » ■

Clément Lacombe

2 000 manifestants attendent « l'étincelle »

Reportage

FACE À L'ASSISTANCE clairsemée à l'heure prévue du rassemblement, mercredi 12 mai à 18 heures, dans la capitale grecque, un militant d'extrême gauche semble hésiter avant de lever son porte-voix à sa bouche et de crier mollement : « Tous dans la rue ». Et puis, après de longues minutes, la foule d'Athéniens grossit peu à peu pour répondre à l'appel à manifester, lancé par les deux grands syndicats du privé (GSEE) et du public (Adedy), contre le plan d'austérité gouvernemental. Quelque 5 000 personnes étaient attendues, ils n'ont été qu'environ 2 000 à défiler derrière des banderoles dénonçant « la fusion du Pasok [le Parti socialiste au pouvoir] et du FMI » ou la « boucherie sociale ». Bien loin des 50 000 manifestants recensés lors de la grève générale du 5 mai, mar-

quée par la mort de trois personnes dans l'incendie d'une banque. La faute, aux dires des manifestants, à l'horaire inhabituel : « Les Grecs ne sont pas habitués à manifester le soir », glisse Aris Koniatis, un technicien de la télévision publique de 45 ans. La faute, surtout, aux décès survenus la semaine précédente : « Les télévisions ont véhiculé un sentiment de terreur, les gens ont eu peur des émeutes », s'insurge Sisi Pafinou, une chômeuse de 36 ans.

« Explosions sociales »
Comme s'ils devaient aussi prouver leur sens des responsabilités, les manifestants ont d'ailleurs défilé dans le calme le plus total et certains se sont recueillis en passant devant la succursale de la Marfin Egnatia Bank, incendiée le 5 mai ; seuls quelques-uns ont déchiré des messages de condoléances scotchés sur les murs de

l'établissement « par des fascistes ». Malgré la faible affluence mercredi, tous en étaient convaincus : la mobilisation contre le plan de rigueur va prendre de l'ampleur, lors de la prochaine grève générale prévue le 20 mai ou après l'été. « L'étincelle va finir par arriver. Jusqu'ici les mesures d'austérité ne sont que des annonces, les gens ne les ont pas encore vécues », note Lia Basakaki, une graphiste de 32 ans. Quelque 51 % des Grecs se disent prêts à aller manifester, selon un sondage de l'institut VPRC, et 80 % d'entre eux s'attendent à de « violentes révoltes sociales ». « Nous allons assister à des explosions sociales sporadiques puis à un durcissement cet automne, explique Xristoforos Vernardakis, le directeur scientifique de l'institut. Après l'été et la saison touristique, la Grèce va devenir très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. » ■

C. L.

Le premier train express d'Afrique du Sud sur les rails pour le Mondial

Malgré de nombreux retards, Johannesburg espère inaugurer son métro régional le 7 juin

Johannesburg
Envoyée spéciale

Le train express qui doit relier, en un quart d'heure, l'aéroport Tambo de Johannesburg, capitale économique de l'Afrique du Sud, au centre-ville sera-t-il prêt, le 8 juin, pour le début de la Coupe du monde de football ? Il en va de l'image du pays, qui veut montrer au monde entier à quel point il a su se moderniser. Mais le chantier de cette première phase du « Gautrain », liaison ferroviaire de la province du Gauteng, est loin d'être achevée. L'un des constructeurs, Bouygues, et son exploitant, la Régie autonome des transports parisiens (RATP), n'en sont eux-mêmes pas certains, mais redoublent d'efforts pour y parvenir. Dans un pays où pas grand monde sait conduire métros ou trains express, la RATP a recruté 18 futurs conducteurs et les forme sur simulateurs. Les premières rames sont testées sur voie, le jour, et le chantier reprend, la nuit, sur plusieurs sites et gares. Sur l'ensemble de la future ligne de 80 kilomètres, jusqu'à Pretoria, 45 chantiers, dont 15 d'ouvrages hors du commun, sont menés de front, et 10 000 ouvriers s'y affairant. D'un montant de 2,5 milliards d'euros, c'est le plus grand projet ferroviaire d'Afrique. Il a été confié, dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé au consortium Bombela qui associe, pour la construction, Bouygues et Murray & Roberts, numéro deux du BTP sud-africain, et pour le matériel et les travaux électriques, le canadien Bombardier. La RATP sera, elle, exploitante pendant quinze ans. Des partenaires sud-africains sont également au capital du concessionnaire, notamment, pour 25 %, Strategic Partners Group, sorte de fonds d'investissement.

Un véritable cauchemar géologique
Le contrat de travaux de génie civil, de 1,3 milliard d'euros, se conclura peut-être par une perte pour Bouygues (600 millions d'euros) et son partenaire Murray & Roberts (700 millions d'euros). En cause : la zone des dolomites. Ce sous-sol composé de roche très dure se dissout au contact de l'eau et s'effondre à la moindre poche d'eau avec la formation de cavités irrégulières et aléatoires. Un vrai cauchemar pour les constructeurs qui ont dû recourir à des techniques plus coûteuses pour en venir à bout.

ment qui réunit 18 sociétés dites du « black business » – c'est-à-dire appartenant exclusivement à des Noirs, dont certains proches du gouvernement – chargées de mettre en œuvre le Black Economic Empowerment (BEE), un programme de discrimination positive. Le BEE impose en effet qu'une partie du capital soit sud-africaine et que le projet profite aux populations défavorisées, les « previously disadvantaged individuals », victimes du régime d'apartheid (1948-1991). Il s'agit des Noirs, bien sûr, mais aussi des femmes, des métis, des handicapés... « Le gouvernement vise la création de 90 000 emplois locaux, directs et indirects, et nous avons des objectifs précis, contrôlés chaque mois par un audit, d'embauches et de formation des membres de ces communautés », explique Christian Gazon, directeur général de Bouygues Travaux Publics.

D'un montant de 2,5 milliards d'euros, il s'agit du plus grand projet ferroviaire du continent africain

Le nouveau train express permettra de décongestionner la route entre Pretoria et Johannesburg, si encombrée qu'il n'est pas rare d'y perdre deux heures à parcourir quelques kilomètres. Mais le prix du billet le rendra inaccessible aux habitants des townships. « Nous ciblons la clientèle des classes moyennes, pour qu'elle abandonne sa voiture sur nos parkings de délestage, et les touristes, qui devront, par exemple, déboursier 100 rands [10 euros] pour se rendre de Johannesburg à l'aéroport », détaille Laurence Le Blanc, directrice internationale de RATP Développement. La date de livraison de la ligne a fait l'objet d'intenses négociations. Le contrat était déjà en cours lorsque la date de la Coupe du monde de football a été fixée et, pour la faire coïncider avec la fin du chantier, il fallait anticiper celui-ci de près de cinq mois. C'était sans compter sur les retards que l'administration a accumulés pour libérer les terrains d'emprise de la voie. Conséquence : la province du Gauteng a dû majorer sa subvention, afin de renforcer les effectifs pour être prêt à temps. L'inauguration par le président sud-africain Jacob Zuma est programmée le 7 juin, la veille de l'ouverture de la Coupe, pas avant. ■

Isabelle Rey-Lefebvre



Sur France Info
au micro de **Jean Leymarie**

Plantu dévoile son dessin du jour
vendredi à 11h40
avec **Le Monde**

l'info à vif
france-info.com